

## Réconcilier l'entreprise et la société



Article rédigé par , le 11 septembre 2008

Village Mondial, mai 2002, 224 pages, 22,80 €

Le titre est un peu trop sage. Le sous-titre, plus iconoclaste par la réponse qu'il suggère à sa propre question, en dit davantage : " L'entreprise a-t-elle une vocation politique ? "

C'est oui, à rebours du courant dominant de la pensée managériale actuelle.

Didier Livio n'est pas un inconnu : président national du Centre national des jeunes dirigeants de 1994 à 1996, après avoir créé son entreprise d'ingénierie en communication, ayant travaillé à la Datar, il a le mérite d'avoir fréquenté les différents mondes qu'il s'efforce de mettre en rapport en leur apportant des idées qui sortent de l'ordinaire.

Par chance, une écriture simple et claire permet à la pensée de cheminer aisément le long des deux ou trois idées fortes que l'on en retient.

La première est à la fois évidente et mal reçue ; mais elle éclaire l'ensemble du propos. Elle réside dans la dénonciation de la schizophrénie de la plupart des acteurs économiques : les chefs d'entreprise d'abord (c'est le plus facile) dont les discours sur la primauté du capital humain sont contredits à la première alerte par le recours à la variable d'ajustement qu'est l'emploi. Mais pas eux seulement : sont également concernés, par exemple, les salariés dont le comportement de consommateur ignore superbement les conséquences de leurs choix sur les entreprises ou qui placent leur épargne en SICAV dont les gérants participent aux mécanismes dictatoriaux des marchés financiers ; ou les automobilistes qui ne renonceront pour rien au monde à utiliser leur voiture dans leurs trajets quotidiens tout en protestant contre les effets désastreux de la pollution et l'engorgement infernal de nos villes.

### Schizophrénie

Au-delà de ce constat que d'autres avaient déjà fait de façon désabusée, s'élève un appel bienvenu à mettre un peu de cohérence dans nos vies, chacun à notre niveau, en observant d'ailleurs qu'il est difficile de l'introduire entre diverses logiques qui fonctionnent bien chacune dans son ordre mais qui sont soigneusement maintenues à l'écart les unes des autres : celle du père de famille, celle du chef d'entreprise, celle du consommateur et celle du citoyen. " Premier acte de résistance " dit-il. Certes, mais enfin quelqu'un admet que la réforme passera moins par des contraintes extérieures que par la " réforme de soi ", parce que la révolution, cette solution de facilité qui n'est qu'une fuite en arrière, n'est plus possible en raison des interférences qu'ont toutes ces logiques entre elles.

La question est devenue cruciale depuis que le cercle vertueux des Trente Glorieuses ne fonctionne plus : il s'est enrayé quand la croissance de l'économie est devenue moins rapide que les gains de productivité des entreprises. Dès lors, celles-ci ont commencé de se détacher de la société en construisant leur développement indépendamment de l'emploi. Simultanément se sont rompus les liens entre le développement de l'entreprise et le bien-être de la personne au travail, tandis que se déséquilibrait la protection sociale, que le salariat ne fonctionnait plus comme vecteur d'intégration, et que l'incertitude et le risque s'affichaient comme contexte social du plus grand nombre.

La ligne de partage actuelle entre l'entreprise et la collectivité publique ne peut donc plus être maintenue : l'entreprise doit cesser d'externaliser ses contraintes et de se défaire de responsabilité sur le reste de la société ; mais en contrepartie la collectivité doit reprendre la charge et assumer les moyens de la protection sociale qui ne peut raisonnablement plus être assise sur les salaires. Tel est le nouveau cercle vertueux que Didier Livio esquisse.

Parmi les idées à la mode qu'il bouscule, sur les " techniques d'information et de communication ", sur la mondialisation, sur le mythe de la complexité trop souvent confondue avec la complication, sur le changement devenu obsessionnel faute de savoir s'adapter à la mesure de ce qui est réellement nécessaire, sur l'entreprise " citoyenne " qui est souvent le paravent d'un mécénat intéressé, j'en retiendrai une : elle concerne l'entreprise " socialement responsable " et le moyen de la faire exister vraiment.

### Communauté de travail et d'intérêt

C'est avec justesse qu'il fait observer comment, au terme d'une évolution séculaire qui a vu le pouvoir passer entièrement aux mains de ceux qui disposent de l'argent, l'entreprise n'existe pas en droit.

Incontestablement et du point de vue sociologique, elle revêt le caractère d'une institution ; mais considérée en tant qu'elle englobe de nombreux partenaires qui concourent à son existence et à sa réussite, elle n'a pas de personnalité juridique propre. Seule la société de capitaux, c'est-à-dire l'association des détenteurs d'argent, existe juridiquement et s'est par le fait même arrogé les droits et prérogatives de l'entreprise. À cet égard les salariés, bien qu'ils en soient incontestablement parties prenantes et qu'ils en représentent une part de plus en plus importante de la valeur, n'en sont pas les associés ; ils n'en sont que des créanciers comme le met en évidence la règle comptable qui les fait figurer dans les comptes de tiers. D'où la proposition d'instituer juridiquement l'entreprise, communauté de travail et d'intérêts, distincte de la société de capitaux mais associée contractuellement à celle-ci dans un partage négocié de la valeur ajoutée. On pourra discuter des moyens proposés : inspirés des mécanismes du droit français des relations du travail dont on connaît la lourdeur administrative et l'esprit anti-entrepreneurial hérité de l'histoire, ils ne semblent pas tous politiquement pertinents ou techniquement opératoires. Mais cette réserve n'est que de second ordre par rapport à une intuition juste qui mérite d'être retenue et explorée à fond.

Ainsi conçue d'ailleurs, il n'est plus illusoire d'attendre de l'entreprise qu'elle cesse d'ignorer son environnement et qu'elle entre dans un mode de relations contractuelles avec les collectivités qui l'entourent dans un rapport d'échange plus équilibré. À cet égard, la réforme des comportements à opérer dans l'administration n'est pas mince non plus, qui les ferait passer d'une distance soupçonneuse, réglementaire et tatillonne à un véritable partenariat.

Contrairement au discours dominant du patronat français, de nombreux dirigeants s'activent, pour qui réinsérer l'entreprise dans la société reste une préoccupation sérieuse. En émergent quelques " signaux faibles " que l'auteur décrypte en termes de réformes d'autant plus profondes qu'elles se font sans bruit. Qu'il s'agisse de la constitution de réseaux locaux autour de " pays " à forte identité d'où émerge un véritable

sentiment d'appartenance territoriale, ou du recours à l'expérimentation dans la gestion des différents temps (temps de travail, de loisir, d'étude, de transport, etc.) pour les synchroniser à nouveau et désengorger villes et voies de communication, des pistes ont été ainsi ouvertes. Voies plus prometteuses à ses yeux que le discours identitaire sur la " refondation sociale " par lequel le MEDEF cherche à imposer sa vision du monde plutôt que de construire des compromis. Il est vrai que les politiques, échaudés par leurs échecs et désabusés par l'impuissance administrative, lui ont abandonné la place : ce sont eux qui se positionnent par rapport à ce qui est, de fait, un programme de gouvernement au lieu que ce soit l'inverse.

D'une certaine façon, Didier Livio succombe sous le même reproche. Mais on le lui pardonnera sans hésiter pour avoir fait émerger le débat sur un terrain nouveau. Après tout, le débat sur cette question éminemment politique n'ayant pas eu lieu pendant la campagne électorale, il est encore temps de l'ouvrir pour éclairer les voies du nouveau gouvernement. Souhaitons enfin que son prochain ouvrage, déjà annoncé comme un développement des idées ici esquissées sous l'angle propre aux questions de management, soit de la même eau.

FRANÇOIS DE LACOSTE LAREYMONDIE

<http://www.amazon.fr/exec/obidos/ASIN/2842111915/libertepoliti-21> 0 0 0,00 Non 0,00 €